



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE MAINE-ET-LOIRE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES
DE MAINE-ET-LOIRE

26 ter, rue de Brissac
49047 Angers Cedex 01
Tél. 02 41 25 76 00

ARRÊTÉ

Objet : Déclaration d'utilité publique
des périmètres de protection concernant
le forage de "l'Aurière".

SCIM | B 2 A 0 n° 1000 . 862

Le Préfet de Maine-et-Loire,
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code de la santé publique et notamment les articles L 132.1.2 et L 132.1.3,

Vu le code de l'environnement et notamment l'article L 215.13,

Vu la loi sur l'eau n° 92.3 du 3 janvier 1992 et notamment l'article 10,

Vu les décrets d'application n° 93.742 du 29 mars 1993 relatif aux procédures et n° 93.743 du 29 mars 1993 relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou déclaration en application de la loi sus-visée,

Vu le décret n° 89.3 du 3 janvier 1989 relatif aux eaux destinées à la consommation humaine modifié par le décret n° 90.330 du 10 avril 1990, le décret n° 91.257 du 7 mars 1991, et le décret n° 95.363 du 5 avril 1995,

Vu la délibération par laquelle le syndicat intercommunal à vocation multiple du canton de Noyant approuve le projet de définition des périmètres de protection,

Vu les avis favorables des services consultés,

Vu les résultats de l'enquête publique,

Vu l'avis du commissaire-enquêteur du 25 juillet 2000,

Vu l'avis émis par le conseil départemental d'hygiène lors de sa séance du 5 octobre 2000,

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE :

Art. 1 : Sont instaurés et déclarés d'utilité publique au bénéfice du syndicat intercommunal à vocation multiple du canton de Noyant les périmètres de protection immédiat, rapproché et éloigné définis à l'article 4 et dont l'emprise est figurée sur les plans annexés. Ces périmètres concernent le forage de "L'Aurière" sur la commune de Genneteil : parcelle 523, section C, feuille n° 3 - coordonnées X : 427,7 Y : 288,2.

Ce captage sollicite la nappe du sénonien. Cette nappe est captive au droit du forage.

Art. 2 : Dispositions relatives à l'autorisation de prélèvement des eaux :

Le débit maximum de prélèvement est de 60 m³/h en simultané. Toute modification entraînant une augmentation du débit de prélèvement devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation.

Art. 3 : Traitement préalable de l'eau avant distribution

L'eau distribuée fait l'objet d'un traitement préalable de décarbonatation et déferrisation.

Celui-ci comporte les étapes suivantes :

- > préchloration à l'eau de javel
- > injection de chaux et chlorure ferrique
- > décantation
- > filtration sur sable
- > désinfection au chlore gazeux

Les procédés de traitement, matériaux en contact avec l'eau, et les réactifs chimiques utilisés devront avoir fait l'objet d'un agrément préalable du Ministère de de l'emploi et de la solidarité.

Les eaux de lavage de l'usine de traitement devront être prétraitées avant rejet dans le milieu superficiel. Le rejet devra respecter les exigences suivantes :

- > DCO < 125 mg/l
- > MES < 35 mg/l

Les boues en excès devront être évacuées conformément aux dispositions réglementaires en vigueur les concernant.

Art. 4 :

A) PERIMETRE IMMEDIAT

Le périmètre de protection immédiat comprend les parcelles cadastrales n° 522 et 523, section C, tel que visualisé sur le plan joint en annexe.

Les terrains du périmètre immédiat seront acquis en pleine propriété par le syndicat de Noyant.

Ces terrains seront clôturés de façon efficace par un grillage de 2 m de hauteur. L'accès se fera par un portail cadénassé de 2 m de hauteur également.

Toutes activités ou stockages y sont interdits, à l'exception de ceux nécessaires pour l'entretien des terrains et des ouvrages d'exploitation.

Le terrain sera maintenu en état de propreté. Le périmètre sera boisé ou maintenu en prairie naturelle fauchée régulièrement, à l'exclusion de tout usage de produits phytosanitaires.

Les terrassements pour la voirie interne ne devront pas modifier le sol en place.

Des fossés ceinturant le terrain devront être entretenus régulièrement afin de faciliter l'évacuation hors du périmètre des eaux de ruissellement.

L'ouvrage de puisage devra être régulièrement entretenu et son étanchéité vérifiée aussi souvent que nécessaire, tant au niveau de l'obturation des têtes de puits que de l'avant-puits et notamment au droit des passages de conduites de refoulement et câbles d'alimentation électrique.

Les forages et piézomètres abandonnés sur le site seront protégés par une obturation étanche à défaut d'un comblement par du sable et de l'argile.

B) PERIMETRE RAPPROCHE

Celui-ci comprend les parcelles cadastrées suivantes en section C :

241p, 242p, 243p, 264, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 282, 283, 286, 288, 296, 297, 298, 299, 300, 301, 302, 304, 305, 306, 307, 308, 314, 315, 316, 317p, 524, 538, 539, 541, 543, 544, 546p, 586p.

A l'intérieur de ce périmètre, les dispositions de la réglementation générale en vigueur devront être strictement respectées.

Le syndicat d'eau se portera acquéreur toutes les fois que cela sera possible, de l'emprise du périmètre rapproché en vue d'une occupation des terrains de ce périmètre par des bois ou des prairies fauchées. Le même objectif sera recherché dans le cas où les terres restent propriété privée.

De plus, certaines activités y seront interdites, à savoir :

- La manipulation ou la préparation de phytosanitaires hors des locaux prévus à cet effet. Les stockages d'engrais et pesticides devront être exclus de ce périmètre.
- La création de nouveaux puits et forages.
- La création de plans d'eau, carrières, ouvertures d'excavations. Le remblaiement d'excavation sera soumis à l'avis de la direction départementale des affaires sanitaires et sociales.
- Tout dépôt d'ordures ménagères ou autres produits susceptibles d'altérer la qualité des eaux par ruissellement ou infiltration.
- La création de cimetières.

- Le stockage et l'épandage de déjections animales liquides telles que le lisier, boues de stations d'épuration ou produits assimilés, hormis les stockages sur le site de la ferme de l'Aurière sous réserve de leur mise aux normes.
- La création de bâtiments d'élevage, installations classées ou groupe d'habitations, sauf dans le cas où il s'agit d'une reconversion sans extension de bâtiments déjà existants.
- Le camping, le stationnement de caravanes, excepté le "camping à la ferme".
- La création de canalisations, réservoirs d'hydrocarbures à l'exception des ouvrages d'alimentation individuelle qui devront être réalisés conformément à la réglementation qui leur est applicable. Les réservoirs existants seront munis d'une rétention étanche.

Prescriptions particulières

⇒ Activités agricoles

La ferme de l'Aurière, incluse dans le périmètre rapproché, devra disposer d'un assainissement individuel garantissant une épuration des effluents. Tous les rejets liés à l'activité d'élevage ainsi que les différents stockages quels qu'ils soient devront être en conformité avec la réglementation pour une mise aux normes le cas échéant dans un délai de 3 ans après signature de l'arrêté.

Un bilan de la situation de cette ferme vis-à-vis des différents rejets sera effectué par un organisme agréé dans un délai de 6 mois.

Les activités suivantes sont autorisées avec des réserves :

- Le remplacement de puits ou forages existants est autorisé dans la mesure où le débit des nouveaux puits ou forages ne dépasse pas le débit des ouvrages abandonnés. Ces derniers devront être rebouchés par des matériaux neutres (sable, gravier, argile) avec un bouchon de ciment dans la partie supérieure.
- Tous les puits ou forages existants devront être efficacement protégés par une obturation de la tête de puits. Un bilan des ouvrages existants sera réalisé en vue de leur remise en état le cas échéant, dans un délai de 2 ans à compter de la publication de cet arrêté.

Le fertilisation minérale et organique par fumier ou compost est possible, sous réserve que les quantités et périodes d'apport réduisent au minimum les risques d'infiltration dans la nappe en composés azotés notamment. Il en sera de même pour l'utilisation des phytosanitaires.

⇒ Entretien des voies de circulation

- Pour l'entretien des voies de circulation et de leur bas-côtés, il sera fait appel à des moyens mécaniques, toutes les fois que cela sera possible.

Le passage de transport de matières dangereuses sera interdit par la route longeant le captage. Des glissières de sécurité seront posées le long du périmètre immédiat bordant cette voie.

C) PERIMETRE ELOIGNE

Compte tenu des caractéristiques de la nappe, il n'est pas défini de périmètre éloigné. Toutefois, dans la mesure où la nappe est libre au nord-ouest (à 3,5 kms) et à l'est (12 kms), il conviendra de supprimer toutes les sources de pollution accidentelle grave. Cela concerne en particulier :

- la réalisation d'un diagnostic des puits les plus proches et localisés en annexe ;
- la suppression des dépôts sauvages et notamment celui mis en évidence au lieu-dit l'Anerie.

Art. 5:

DISPOSITIONS PREVENTIVES

Le syndicat disposant de 2 ressources en eau, le réseau devra permettre une alimentation de l'ensemble des communes, au minimum au débit moyen, à partir de l'une ou l'autre des 2 ressources.

Art. 6: Les agents de la D.D.A.S.S. doivent avoir libre accès en permanence au champ captant.

Art. 7: Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Saumur, le maire de Genneteil, le président du syndicat intercommunal à vocation multiple du canton de Noyant, le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt et le directeur départemental de l'équipement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et affiché en mairie de Genneteil.

Fait à Angers le

11 DEC. 2000

Pour le Préfet,
et par délégation,
Le Secrétaire Général de la Préfecture.

Nicolas QUILLET

ANNEXES

- ✓ PERIMETRE IMMEDIAT
- ✓ PERIMETRE RAPPROCHE
- ✓ INVENTAIRE DES PUIITS

1 km = 312 m





